



Recourant :  
Monsieur  
A \_\_\_\_\_  
Avenue \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Genève

Intimée :  
B \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Aarau  
c/o Me  
Avocat

**C/13611/2022**

**ACJC/1150/2022**

**DU LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

Vu le jugement JTPI/9828/2022 du 25 août 2022 prononçant la faillite de A \_\_\_\_\_;  
Vu le recours contre ledit jugement formé le 5 septembre 2022 par A \_\_\_\_\_, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC;  
Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris;  
Attendu qu'un avertissement a déjà été donné à A \_\_\_\_\_ par arrêt du 21 juillet 2021 (ACJC/960/2021) communiqué pour notification le 26 juillet 2021, soit antérieurement au prononcé du jugement dont est recours;  
Attendu que l'attention de la partie recourante est encore une fois expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours;  
Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC.

**PAR CES MOTIFS,**

**La Chambre civile :**

Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/9828/2022 rendu par le Tribunal de première instance le 25 août 2022 dans la cause C/13611/2022-19 SFC (poursuite N° 1 \_\_\_\_\_).

Confirme le jugement pour le surplus.

Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève.

**Siégeant :**

Madame Pauline ERARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Laura SESSA, greffière.

*Indication des voies de recours :*

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le 12 septembre 2022.